

Le financement du rail ne doit pas être détourné pour éponger les pertes des CFF liées à la pandémie.

En voulant compenser les pertes financières COVID des CFF en puisant dans le Fonds pour l'infrastructure ferroviaire, le Conseil fédéral met en péril la réalisation de nombreux chantiers et projets ferroviaires dans toute la Suisse. Au moment même où la mise en place de nouvelles offres ferroviaires a déjà pris énormément de retard, prendre le risque de ralentir encore le rythme de leur déploiement va à l'encontre des objectifs climatiques du pays et d'une politique d'investissements permettant de soutenir l'économie suisse. OUESTRAIL demande un financement extraordinaire, comme pour les autres secteurs impactés par la pandémie, pour les conséquences économiques de la COVID sur le trafic grandes lignes des CFF.

[Monthey, le 21 janvier 2022] En décidant le 17 décembre dernier, sans la moindre consultation préalable, de compenser les pertes COVID des CFF en puisant dans le Fonds pour l'infrastructure ferroviaire (FIF), le Conseil fédéral menace de mettre un coup de frein sans précédent à la modernisation indispensable du réseau ferroviaire suisse et à ses engagements environnementaux. Alors que les Chambres fédérales viennent d'allouer des moyens supplémentaires au FIF de 233 millions pour l'année 2022 pour éviter une baisse du rythme des investissements préjudiciable à la mobilité et à l'économie de l'ensemble des régions du pays, cette décision du gouvernement est en totale contradiction avec la volonté de l'Assemblée fédérale. Baisser le prix du sillon pour le trafic grandes lignes des CFF afin de permettre à ces derniers d'augmenter leur bénéfice pour rembourser leur dette revient à siphonner l'argent indispensable pour entretenir le réseau et garantir les capacités futures du réseau ferroviaire suisse.

OUESTRAIL s'étonne également que le Conseil fédéral annonce déjà un retard de la réalisation de l'étape d'aménagement 2035 au lieu de donner les moyens aux CFF et à l'Office fédéral des transports (OFT) de les réaliser selon le planning initial. Cette volonté gouvernementale de ralentir les investissements ferroviaires va à l'encontre de la volonté du peuple qui avait plébiscité en 2014 le nouveau système de financement de l'infrastructure ferroviaire FAIF et la réalisation de nouvelles étapes d'aménagements ferroviaires régulières. En outre, l'Assemblée fédérale a ces dernières années toujours voté pour un rythme soutenu des investissements ferroviaires.

La pandémie fait aussi peser de lourdes menaces et incertitudes sur l'économie mondiale. Dans une telle période, le rôle de l'État est au contraire de mener une politique ambitieuse d'investissements pour soutenir les entreprises suisses. Certes les CFF ont été lourdement impactés par les pertes de recettes provoquées par la pandémie, mais comme dans les autres secteurs impactés, leurs compensations doivent être mises en œuvre par un financement extraordinaire. Président de OUESTRAIL, le Conseiller aux États Olivier Français vient de déposer une motion parlementaire allant dans ce sens.

L'affaiblissement du fonds FIF et la volonté du Conseil fédéral de décaler la réalisation de l'étape d'aménagement 2035 menacent de nombreux projets dans tout le pays. Il est important de rappeler qu'une grande partie des investissements prévus en Suisse occidentale ces vingt prochaines années est liée à un besoin de rattrapage par rapport au reste du réseau ferroviaire. En outre, les grands projets étudiés à la demande du Parlement dans le cadre de l'étape d'aménagement suivante 2040 pourraient être reportés aux calendes grecques. Cela concerne notamment la diminution du temps de parcours entre Lausanne et Berne (promise déjà dans le cadre de Rail 2000) et la nouvelle ligne entre Lausanne et Genève.

Pour plus d'informations

Olivier Français, Conseiller aux Etats, Président de OUESTRAIL 079 332 00 01